

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2023)
Heft: 6

Artikel: Rumeurs, "fake news", haine sur les réseaux sociaux : une tragédie du XXIe siècle
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1055331>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Première guerre du Golfe (1990-1991), guerre des images, guerre sur les réseaux sociaux (Richards).

Information

Rumeurs, « fake news », haine sur les réseaux sociaux – Une tragédie du XXI^e siècle

Col Hervé de Weck

Ancien rédacteur en chef, RMS

Les notes et les analyses des services de renseignement et de sécurité, civils et militaires, auraient permis d'épargner des millions de vies humaines, mais il y a, chez beaucoup de responsables politiques et de commandements militaires des idées préconçues, la crainte de s'écarter des opinions dominantes, et la bureaucratie tend à définir ses propres intérêts au détriment de l'intérêt général. Mais il y a également la lâcheté lorsqu'il s'agit de conseiller le niveau politique en se basant sur des faits et le sens de la responsabilité. Jacques Baud, l'expert commence ainsi son dernier ouvrage, *Gouverner par les fake news. Conflits internationaux : 30 ans d'infox utilisés par les pays occidentaux*.¹ Il passe en revue le terrorisme djihadiste, l'Iran des ayatollahs, les interventions en Syrie, la Russie et l'OTAN, la crise ukrainienne et l'actuelle guerre russo-ukrainienne, la cyberguerre et les ingérences russes. Avec lui, nous pouvons sérieusement douter de la crédibilité des informations concernant les relations internationales et les « menaces » diffusées par les autorités et les médias dans les démocraties occidentales.

Une réalité revue et corrigée, désinformation

On oublie souvent que le terrorisme cherche à faire pression pour obtenir quelque chose. Quels sont les faits qui permettent d'affirmer que « l'Etat islamique cherche à créer une guerre civile en France », à Nicolas Sarkozy de soutenir que l'Iran « appelle à la destruction d'Israël », à Emmanuel Macron de prétendre que Vladimir Poutine est « obsédé par les ingérences dans nos démocraties » ou que « la Russie a envahi l'Ukraine » ? Ces perceptions restent très partielles, donc partiales, alors que nous croyons recevoir des informations objectives et complètes. De légères omissions, simplifications et distorsions modifient de manière subtile notre façon de comprendre le monde, phénomène d'autant plus marqué lorsque l'émotion ou des craintes viscérales s'en mêlent, avec le terrorisme ou la menace russe. La maltraitance d'un petit chat suscite plus d'émotion sur les réseaux sociaux que les massacres d'enfants en Irak par les aviations occidentales.

Les suppositions deviennent des certitudes, les préjugés des réalités, des messages catégoriques remplacent la prudence des services de renseignement, que l'on fustige lorsqu'ils apportent des faits qui contredisent le discours politique. Même la guerre semble échapper à toute rationalité, on s'y engage sans stratégie, ni objectifs précis. Par analogie, on prétend que la Russie, la Syrie ou l'Iran entrent en guerre par volonté de conquête ou de gloire. Or les faits contredisent ces préjugés.

Jacques Baud intitule le chapitre 3 de son livre *Les interventions occidentales : les mensonges, boucliers de la démocratie*. Le vrai problème « ne réside pas dans les infox qui font le buzz, mais dans les subtils détournements des faits qui conduisent nos démocraties dans des voies erronées. Nos opinions sont délibérément faussées par des hypothèses ou de simples soupçons, formulés de telle manière qu'ils apparaissent comme des faits établis. »

En février 2012, Robert Ford, l'ambassadeur américain en Syrie publie sur Facebook une note intitulée *Escalades des opérations de sécurité à Homs*, accompagnée de photographies aériennes présentant le déploiement de l'artillerie syrienne pour pilonner les manifestations de cette ville réputée très anti-gouvernementale. Elle a pour but de prouver que le gouvernement s'attaque délibérément à la population civile. Or l'examen de ces images montre (...) des unités déployées dans leurs casernes ou sur des terrains d'exercice non loin de la ville. Les taches, décrites comme « des cratères d'obus », sont en fait des zones brunâtres sur des terrains de sport que l'on trouve aussi sur l'imagerie antérieure de Google Earth. Il s'agit donc de désinformation. »

Des faits, que des faits, de quoi s'agit-il ?

Contrairement aux affirmations « politiquement correctes » soutenues dans nos démocraties, les Soviétiques, en Afghanistan, se sont montrés bien plus efficaces que les Etats-Unis et l'OTAN ; ils ne cherchaient qu'à maintenir le gouvernement en place, tandis que les Occidentaux vont tenter en vain de changer la société. La résistance qu'ils soutiennent, politiquement et matériellement, reste

¹ S.I., Max Milo, 2020. 398 pp.

un amalgame de groupes épars, mal coordonnés et sans doctrine unificatrice. Au mois d'octobre 2001, les Taliban proposent aux Américains de juger puis, dans un deuxième temps, de leur livrer Ben Laden, même sans preuve de son implication dans les attentats terroristes. Washington refuse...

« En 2019, après 18 ans de guerre, quelque 17'000 militaires encore déployés (...), des milliards de dollars dépensés, près de 200 000 morts et un nombre égal de blessés graves et des millions de personnes déplacées, (...) les Américains, puis l'OTAN, par leur totale incompréhension du théâtre de guerre et leur incurie ont créé les conditions pour le développement d'un djihadisme qui n'existait pas avant 2001. »

Le terrorisme djihadiste

Depuis la fin des années 1990, le terrorisme djihadiste prend en compte les actions américaines et européennes, en particulier le maintien des forces US en Arabie saoudite après la guerre du Golfe (1990-1991) pour surveiller l'Irak. *« L'illégitimité de cette présence (...) est plus une affaire de sensibilité et de fierté nationale que de religion, mais elle est suffisante pour provoquer des réflexes djihadistes. »*

Aux yeux des islamistes, les démonstrations de force ne révèlent que les faiblesses américano-otaniennes, dont les autorités se révèlent incapables de savoir d'où viennent les coups, ne sont pas disposées à risquer vraiment leurs combattants et à reconnaître leurs erreurs. En frappant de manière aveugle des populations civiles, elles se mettent dans la même posture que les terroristes qu'elles veulent combattre et qui ont beau jeu de dénoncer des attaques sans mandat international ni raison valable (les armes de destruction massive irakiennes n'existaient pas!). Les attentats se produisent après l'engagement des pays concernés au sein de la coalition internationale en Irak et en Syrie.

« Pour masquer le fait que nos interventions militaires ont créé le terrorisme djihadiste, il a fallu littéralement inventer une organisation tentaculaire aux ambitions mondiales et inscrites dans le Coran. (...) On a ainsi perdu une énergie précieuse à chercher des structures de commandement qui n'existaient pas. Sans comprendre la genèse, le fonctionnement, la logique et les motivations du terrorisme, nous n'avons pu mettre en place des stratégies pour le maîtriser. »

On part en guerre...

Pour s'engager dans des interventions militaires en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, dont ils ne connaissent pas, nos Etats dits « de droit » se satisfont de vagues présomptions. La plupart des médias, à cause de l'incompétence ou de la malhonnêteté intellectuelle de leurs journalistes, ne soumettent pas à une approche critique des informations très lacunaires. Constatation similaire à propos de la guerre russo-ukrainienne. Les dirigeants veulent-ils de cette manière faire oublier les problèmes nationaux ?

Sous l'occupation (1940-1944), on disait à Paris que les nouvelles de la radio de Vichy n'étaient que « malversations, déformations, omissions mensonges ». En va-t-il vraiment autrement dans le monde médiatique occidental, dans les réseaux sociaux avec le contrôle de l'individu par Google & Cie, surtout depuis la pandémie de Covid et la guerre russo-ukrainienne ?

Le « Business de la haine »

Le Business de la haine. Internet, la démocratie et les réseaux sociaux de Jean-Louis Missika et Henri Verdier³ affirment qu'Internet a quasiment fait disparaître des « dispositifs anciens par lesquels la société se reconnaissait un savoir commun, une parole autorisée, une méthode partagée (...). Ainsi est né ce no man's land juridique, politique et surtout social dans lequel se sont épanouis le complot, la conspiration, la haine et les fake news. » On compare souvent café du Commerce et réseaux sociaux dans lesquels la parole ne circule pas naturellement, la conversation ne s'engage pas par hasard et l'interaction ne dépend pas de la volonté de ceux qui s'expriment. Il y a les algorithmes !

A l'ère de la presse et des médias

Le mal s'est déjà fait sentir bien avant « l'ère Internet ». *Au XX^e siècle, les idéologies et les grands récits historiques canalisent les passions violentes. La haine (des races différentes, de classe, des communistes, des capitalistes, des calotins, des « sans-Dieu », des infidèles) déclenche*

² Dominique Veillon: *Paris allemand entre refus et soumission*. Paris, Tallandier, 2021, p. 83.

³ Paris, Calmann-Lévy, 2022. 269 p.

Pays	Premier engagement armé en Irak et en Syrie	1 ^{er} attentat revendiqué par l'Etat islamique
Allemagne	Irak – 4 décembre 2015 (décision)	Würzburg – 18 juillet 2016
Australie	Irak – octobre 2014	Sydney – 15-16 décembre 2014
Belgique	Irak – septembre 2014 (retrait juillet 2015)	Verviers (plan) – 15 janvier 2015 Bruxelles – 22 mars 2016
Canada	Irak – 7 octobre 2014 (décision)	Montréal – 22 octobre 2014
Danemark	Irak – octobre 2014 (retrait août 2015, retour mars 2016) Syrie – première frappe août 2016	Copenhague – 14-15 février 2015 Copenhague – 2 septembre 2016
Espagne	Irak – septembre 2014	Barcelone – 17 août 2017
Finlande	Irak – septembre 2014	Turku – 18 août 2017
France	Irak – 19 septembre 2014 Syrie – 24 septembre 2015	Paris – 7-9 janvier 2015 Paris – 13 novembre 2015
Royaume-Uni	Syrie – décembre 2015	Londres – 22 mars 2017
Suède	Irak – août 2014	Stockholm – 7 avril 2017

les révolutions et les guerres. Dans les médias, l'information s'oriente vers un registre plus intime, personnel et fusionnel. L'intérêt humain devient le critère essentiel dans le choix d'un thème. Partir de l'individu qui souffre, de la victime, mobiliser l'émotion, voilà le modèle narratif, issu du fait divers, qui contamine tous les sujets. On traite peu ou on maltraite ce qui n'entre pas dans ce cadre, entre autres la sécurité la défense et une vision stratégique de la guerre. « Les médias rendent compte, non pas de la réalité, mais de cette partie de la réalité qui peut faire l'objet de nouvelles informations et susciter une certaine émotion du public. » Les responsables politiques se doivent de réagir immédiatement à cette information-émotion. Les passions, comme la colère, la vengeance, la haine, gouvernent également la politique. Jean-Louis Missika et Henri Verdier appellent les entreprises politiques des « banques de colère ». La haine peut précipiter une foule improbable à l'assaut du Capitole à Washington.

Une « pandémie » dans le réseaux sociaux, des remèdes

Vu les coûts dérisoires de la diffusion en ligne, les pages complotistes, clivantes se multiplient, d'autant qu'elles peuvent devenir très rentables, vu le placement aveugle de publicités par des annonceurs à l'indifférence coupable. Dans le récit politique, l'émotion de l'instant, la phrase qui choque, les images qui indignent s'imposent. De nombreux travaux sur la perception ou la mémorisation sélec-

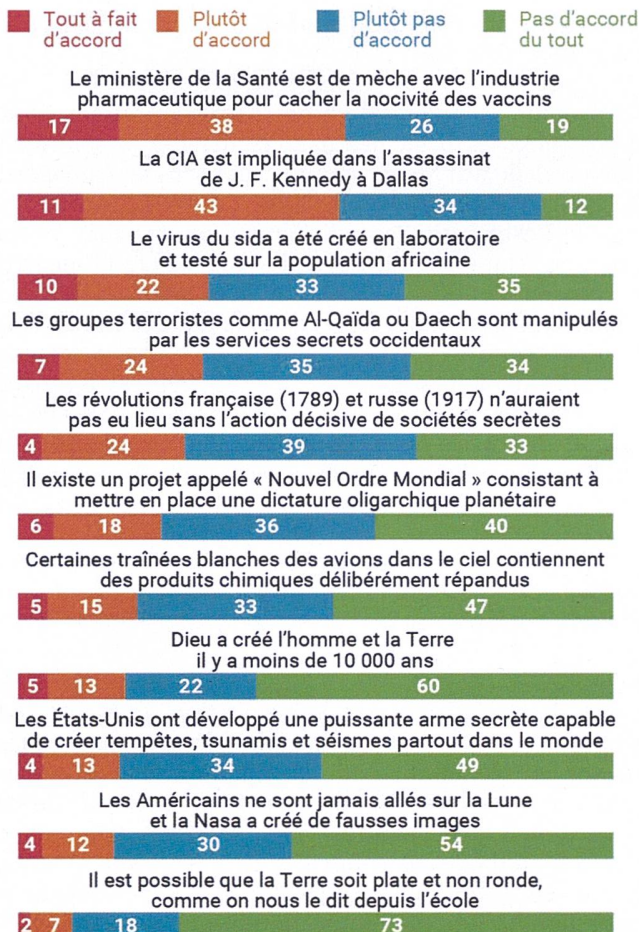
tives, mettent en lumière les barrières que l'individu tend à élever contre les informations qui le dérangent. Pour échapper au message, il décrédibilise la source et tend à se créer une « bulle informationnelle ».

Grâce à la technologie de l'intelligence artificielle, quelques entreprises, valorisées 1000 ou 2000 milliards de dollars, capturent nos créations, manipulent nos émotions, promeuvent la haine et la violence, menacent les espaces publics. Elles exploitent des algorithmes hyper-sophistiqués basés sur une économie de l'attention et une publicité comportementale.

Il ne suffit plus, aujourd'hui, de protéger la liberté d'expression, il faut protéger le principe du débat contradictoire et accessible à tous. La liberté d'opinion reste une farce; mais ce ne sont pas les faits les objets centraux du débat ! Il faut assurer l'existence d'une presse, de médias et de producteurs d'informations indépendants, de journalistes protégés. Dans une large partie du monde, ces derniers vivent précarisés, asservis à l'Etat ou à des milliardaires peu scrupuleux. En 1998, on comptait 2 communicants (lobbyistes) pour 1 journaliste, 6,4 pour 1 en 2018, 10 pour 1 après la crise du Covid.

H.W.

Ci-contre, à gauche: Impact en 2017 des théories complotistes. Réponses en % des sondés.



Source : Enquête Ifop pour la Fondation Jean Jaurès et Conspiracy Watch auprès de 1 000 personnes interrogées les 19 et 20 décembre 2017

IDEX

Ci-dessous: Graphique présentant le biais politique de la gauche vers la droite au sein de la presse helvétique. Source: 20 Minuten, 25.09.2023.

